



Bulletin de l'association de géographes français

Géographies

94-2 | 2017

Paysanneries et patrimonialisation dans les Suds

Le « Gabon vert », pilier de l'émergence ? Exemple du parc national de la Lopé : ressources, conflits et arrangements

Green Gabon, pillar of emergence? a case study of Lopé national park: resources, conflicts and arrangements

Caroline Moumaneix et Rémy Nkombe



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bagf/1506>

DOI : 10.4000/bagf.1506

ISSN : 2275-5195

Éditeur

Association AGF

Édition imprimée

Date de publication : 21 juillet 2017

Pagination : 330-352

ISSN : 0004-5322

Référence électronique

Caroline Moumaneix et Rémy Nkombe, « Le « Gabon vert », pilier de l'émergence ? Exemple du parc national de la Lopé : ressources, conflits et arrangements », *Bulletin de l'association de géographes français* [En ligne], 94-2 | 2017, mis en ligne le 21 juillet 2018, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bagf/1506> ; DOI : 10.4000/bagf.1506

Bulletin de l'association de géographes français

Le « Gabon vert », pilier de l'émergence ?

Exemple du parc national de la Lopé : ressources, conflits et arrangements

(“GREEN GABON”, PILLAR OF EMERGENCE ? A CASE STUDY OF LOPE NATIONAL PARK: RESOURCES, CONFLICTS AND ARRANGEMENTS)

Caroline MOUMANEIX* & Rémy NKOMBE**

RÉSUMÉ – Depuis 2009, le gouvernement gabonais défend un programme qui permettrait au Gabon de devenir un pays émergent : « le Plan vert ». Des actions sont annoncées dans divers domaines dont l'environnement et l'écotourisme avec un réseau de parcs nationaux créés en 2002 (30 000 km², 11 % du territoire), dont celui de la Lopé. Ces parcs seraient des outils de politiques de développement territorial. Or, la mise en protection et la patrimonialisation donnent lieu à des contraintes pour les populations locales autour de pratiques et d'usage des ressources naturelles. La mise en tourisme de la nature, à l'initiative d'étrangers, ne bénéficie pas toujours aux populations locales, dépendantes des ressources naturelles. Le discours officiel des gestionnaires des parcs, écho de la politique du « Gabon vert », met en avant la mise en place de cogestion avec les locaux, les perspectives de développement et de diversification économique liées à l'écotourisme. Ces politiques questionnent la gouvernance des aires protégées, la marginalisation des populations locales et bouleversent leurs territoires, pratiques et identités. Les conflits d'usage sont récurrents autour de l'utilisation des ressources et des pratiques. Certains arrangements sont possibles, notamment quand les moyens institutionnels manquent. Nous nous appuierons sur une recherche en cours sur le parc national de la Lopé.

Mots-clés : Politique du « Gabon vert » – Émergence – Parcs nationaux – Populations locales – Ressources – Conflits – Arrangements – Gabon

ABSTRACT – Since 2009, the Gabonese government defends a program which would allow Gabon to become an emerging country: the “Green Plan”. Actions are announced in diverse domains, as environment and ecotourism, with a network of national parks, created in 2002 (30 000 sq. km, 11 % of the territory), including the one of Lopé. These parks are presented as tools for territorial development policies. Yet, setting aside land for protection and heritage gives rise to constraints for local populations over practices and use of natural resources. The putting in tourism of

* PRCE, ESPE de l'académie de Paris, Géographe, Chercheur associé au LADYSS, 10 rue Molitor, 75016 Paris – Courriel : caroline.moumaneix@espe-paris.fr

** Écoguide, Chef guide à Lopé Hôtel, Parc national de la Lopé, ancien Écogarde, Gabon – Courriel : rmnkombe@yahoo.fr

nature, on foreigners' initiative, does not still benefit to the local populations, dependent on natural resources. Park managers' official discourse, echo of the "Green Gabon" policy, puts forward the implementation of joint co-management with the locals, the perspectives of development and economic diversification related to ecotourism. These policies question protected areas governance, local populations' marginalization and change their territories, practices and identities. Usage conflicts are recurring on practices and resources use. Some arrangements are possible, in particular when institutional means are lacking. We shall base this study on on-going research on Lopé National Park.

Key words: "Green Gabon" Policy – Emergence – National Parks – Local Populations – Resources – Conflicts – Arrangements – Gabon

Introduction

En 2002, le Gabon a connu une patrimonialisation sans précédent avec la création de 13 parcs nationaux (PN) qui s'inscrit dans une politique de développement pour atteindre « l'émergence ». La reconnaissance, le rôle et l'avenir des populations rurales riveraines des aires protégées (AP) posent question. Entre développement, subsistance, protection, faisabilité des projets, moyens et contournements, les enjeux sont nombreux, parfois contradictoires : les conflits hommes/faune nuisent à l'agriculture, le braconnage à la chasse, les visions de la nature s'opposent, le développement espéré est limité. L'étude du PN de la Lopé (PNL), le plus ancien du Gabon, permet l'analyse des impacts de la patrimonialisation sur le zonage, les territoires villageois, les droits coutumiers, les usages et l'accès aux ressources. En quoi la patrimonialisation affecte-t-elle le développement, les activités des villageois et leur participation à la gestion de ces territoires ? Autour des ressources, contestations, conflits, arrangements se mêlent. Nous étudierons d'abord le Gabon et ses PN, puis le PNL et ses villageois, enfin l'impact de la patrimonialisation sur les activités.

Cet article, non exhaustif, fait suite à trois voyages de terrain en 2014-2015. Il utilise une méthodologie qualitative, des observations, parfois participantes, des entretiens, l'analyse de documents de gestion. L'accès au terrain et aux données n'a pas été aisé à cause des difficultés de déplacement, de la méfiance des villageois, de certaines données erronées ou inaccessibles. Nous remercions l'École de Terrain en Écologie Tropicale (ÉCOTROP)¹, plus particulièrement Damien Féménias et Barbara Evrard, qui nous a permis de découvrir la Lopé, le personnel du Complexe Educatif du Dr. Alphonse Mackanga Missandzou (CEDAMM), de la *Wildlife Conservation Society*

¹ Comité de pilotage David Sebag, Ghislain Moussavou, Richard Oslisly, Thibault Decaens [Site ECOTROP]

(WCS), de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN), du PNL, de Lopé Hôtel, de Mikongo Vision et les villageois pour leur accueil et leur aide.

1. Le Gabon et ses parcs nationaux

1.1. Le Gabon

Le Gabon, en Afrique centrale, a une surface de 270 000 km², moins de la moitié de la France, et 1,9 millions d'habitants (2016), 40 fois moins que la France. Sa densité est faible, 7 hab./km², pour 122 en France. 75 % de sa population est urbaine, 82 % de sa surface est couverte par la forêt équatoriale, l'intérieur du pays a une densité de 3 hab./km². Cela s'explique par le milieu et l'histoire : traite des esclaves (XVIII-XIX^{ème} s.), besoins d'ouvriers forestiers qui vident les campagnes et regroupement des villages le long des routes par les colons français de 1920 à 1940. L'économie repose sur le pétrole, les minerais, le bois, et l'agriculture est réduite à moins de 2 % depuis 1960 [Pourtier 1989, Angoué 2000, Curran & al. 2000, Didzambou 2010, Maloba Makanga 2011, Site Gabon Vert].

Depuis 1986, le Gabon est traversé par une ligne de chemin de fer à voie unique non électrifiée, de 670 km, de Libreville à Franceville : le Transgabonais. Il relie le port d'Owendo à l'intérieur du pays pour transporter grumes, minéraux et marchandises. Le Transgabonais est exploité depuis 2003 par la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog) via la Société d'exploitation du transgabonais (Setrag). En 2012, le Transgabonais a transporté 711 200 t de marchandises, 256 000 voyageurs. Les trains circulent à 70 km/h et dans les parcs à 30 km/h à cause de la faune. L'ANPN prévoit l'abattage des manguiers attirant les éléphants à proximité de la ligne. Le Gabon a 9 000 km de routes dont 11 % bitumées, construites de 1960 à 1990 par les exploitants forestiers [Peyrot 2006, Didzambou 2010, Maloba Makanga 2011, ANPN 2013 b, e, Site Gabon Vert].

Depuis son élection en 2009, Ali Bongo mène une politique de développement de l'industrie, de l'environnement et des services et, depuis 2012, du littoral et de la mer. Le « Gabon vert » vise à préserver l'environnement en misant sur un développement durable [Doumenge & al. 2015]. Le Gabon, en avance sur ces voisins d'Afrique centrale, va-t-il rattraper les pays émergents du continent, Afrique du Sud, le Nigeria, Éthiopie ou Kenya ?

1.2. Les parcs nationaux gabonais

Le Gabon possède 18 AP dont 13 PN créés en 2002 qui occupent 11% du territoire (30 400 km², Carte 1). Le plus grand est Minkébé (7567 km²) au NE du pays, Akanda, le plus petit (537 km²), au NE de Libreville [Site ANPN].

Quatre personnes sont à l'origine de la création des PN. Lee White, zoologiste et botaniste britannique né en Ouganda, défenseur des grands

mammifères et de la forêt africaine qu'il a étudiés au Gabon. Mike Fay, écologiste américain, effectue en 1999 une expédition de 14 mois, financée par la *National Geographic Society*, sur 2100 km de forêt, du Nord du Congo au littoral gabonais : le Mega Transect. Nick Nichols, photographe et journaliste américain, l'accompagne et fournit à Lee White les supports visuels pour convaincre Omar Bongo, Président du Gabon, de créer des PN. En 2002, grâce à des aides internationales², 13 PN sont créés et placés sous la tutelle de la Présidence [CNPN 2006 a, MÉFEPA & WRI 2009, Sites ANPN et Gabon Vert].

Un Conseil National des Parcs Nationaux (CNPN) est chargé de leur création. Des enquêtes sont menées pour contourner les villages dans la future délimitation des parcs. Elles tiennent compte des activités dans les villages mais pas des usages à l'extérieur, cela conduit à des tensions. En 2006, le plan cadre identifie trois menaces : conflits d'usage, trop grande attente des villageois de retombées économiques, désengagement des partenaires financiers. Gestion et protection des parcs en lien avec la recherche, développement de l'écotourisme, gestion durable des ressources naturelles par les villageois, adhésion des Gabonais aux PN sont les objectifs pour 2020. Des subventions de l'État, une future fondation et les ressources propres aux PN serviront de financement. Des défis sont à relever : manque de moyens, de personnel, d'infrastructures, de soutien des villageois. On préconise des actions pour les villages : délimiter et aménager les zones périphériques, augmenter les bénéfices, gérer les ressources de façon durable et participative, signer des partenariats avec des opérateurs économiques. La création des PN permettrait de réduire la pauvreté, diversifier l'économie, créer des emplois dans les secteurs du BTP, de l'écotourisme et se justifie par la richesse écologique du pays. L'éléphant de forêt, le gorille de plaine de l'Ouest, le mandrill sont les espèces phares du Gabon, « porte d'entrée de l'Afrique tropicale », 2^{ème} massif forestier après l'Amazonie [CNPN 2006 a, Boissière & Doumenge 2008, MÉFEPA & WRI 2009, ANPN 2013 b, Sites Gabon Vert et ANPN].

La Loi sur les PN, adoptée en 2007, instaure l'ANPN, vise à protéger et valoriser le patrimoine grâce à l'écotourisme, à un financement pérenne. Devenu Gabonais en 2007, Lee White est nommé en 2009 Secrétaire exécutif de l'ANPN par le nouveau Président, Ali Bongo. L'ANPN dépend toujours de la Présidence [CNPN 2006 b, MÉFEPA & WRI 2009, Doumenge & al. 2015, Sites ANPN et Gabon Vert].

Les premières AP du Gabon remontent à la période coloniale française : réserve de faune de Lopé-Okanda en 1946, celle de Petit Loango en 1956. À l'indépendance en 1960, elles passent sous le contrôle du nouveau Ministère des Eaux et Forêts (MEF). D'autres réserves sont créées, administrées pendant plus de 40 ans par le MEF. Les PN de 2002 englobent en partie les anciennes AP [Boissière & Doumenge 2008, MÉFEPA & WRI 2009, ANPN 2013 b, Sites ANPN et

² Dont Banque Mondiale, Fonds pour l'Environnement Mondial, UE, USAID

Gabon Vert]. Le PNL est le plus ancien du Gabon, le deuxième par sa taille (4913 km²).

Dans les années 1980-90, la production gabonaise de pétrole a chuté à cause d'une crise pétrolière mondiale (choc de 1979), de la vétusté des équipements. Le gouvernement cherche à diversifier son économie en misant sur l'écotourisme. Les forêts exploitées occupent la moitié du territoire, les PN 11 % [Didzambou 2010, Maloba Makanga 2011].

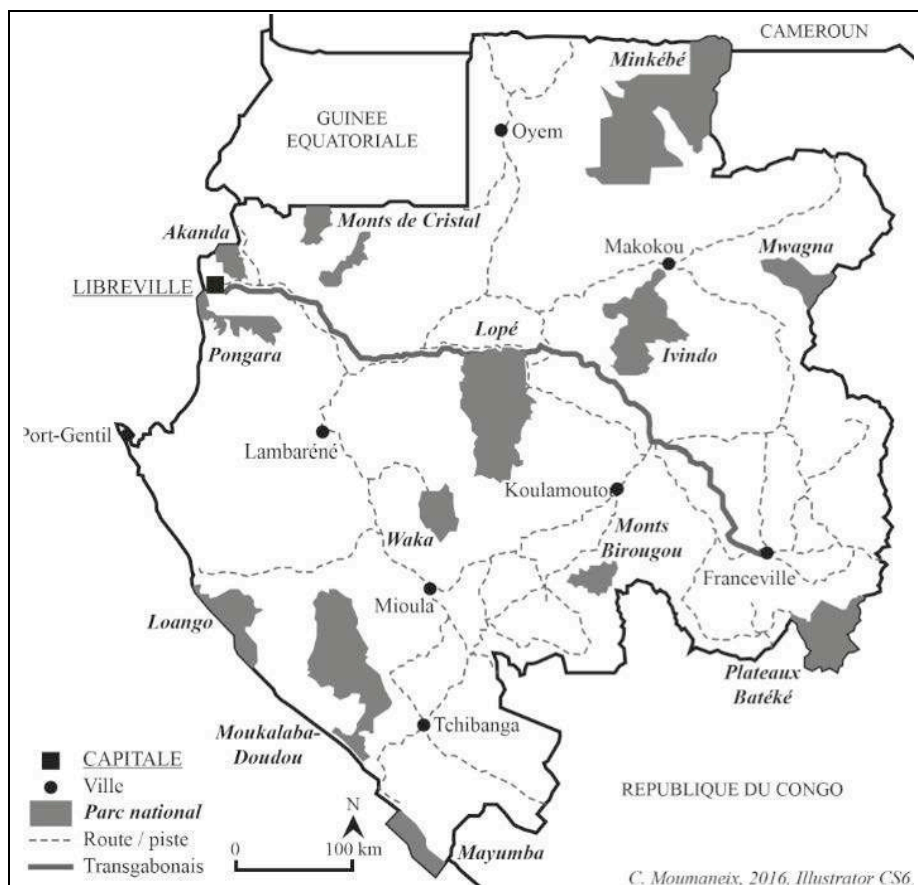


Figure 1 – Les Parcs Nationaux gabonais

Source : ANPN, s.d.

Sur 18 AP au Gabon, 13 sont des PN³ (catégorie II de l'UICN), 4 des réserves de faune ou des domaines de chasse⁴ (cat. IV), 1 un arboretum⁵ (cat.

³ Catégorie II : protection des écosystèmes et récréation sans aucune occupation humaine

III). Il aurait fallu ajuster le type d'AP à la présence des villageois, ou effectuer un zonage avec d'autres catégories sur un même territoire (III, IV, V⁶ ou VI⁷). Le Gabon a choisi le label « PN », plus attractif, ignorant sa définition internationale, des permis d'exploitation étant délivrés après étude d'impact environnemental. Cette politique exploiterait la faible densité rurale, le poids du Président et le nombre de fonctionnaires. Les discours officiels mettent en avant la participation des villages dans la gestion des PN et le rôle de ces derniers dans le développement du pays mais les villageois, minoritaires et marginalisés, sont au mieux consultés, jamais associés [Boissière & Doumenge 2008, ANPN 2013 b, Doumenge & al. 2015, Site Gabon Vert].

2. La Lopé

2.1. Le parc national de la Lopé

Le PNL, situé au centre du Gabon, à 290 km de Libreville, 380 de Franceville, est accessible par la RN 3, le Transgabonais et les airs. La gare de la Lopé est fréquentée à cause de la taille du village, de l'entrée du parc. Le voyage Libreville-Lopé, de 6 à 8h, coûte de 45 à 90 € aller-retour. Il faut 8h en voiture [ANPN 2013 b, e].

La richesse écologique et archéologique du PNL justifie son existence. Sa mosaïque forêt-savane au Nord, sa forêt dense au Sud abritent une faune de 84 espèces de mammifères, dont 16 primates, 13 prédateurs et 400 espèces d'oiseaux. Il possède la plus forte concentration d'Afrique d'éléphants de forêt, de gorilles de plaine de l'Ouest, de chimpanzés, de mandrills. On y trouve aussi colobes noirs, singes à queue de soleil, panthères. Le patrimoine archéologique, le plus ancien d'Afrique, témoigne de la présence humaine depuis le Paléolithique. Il s'agit du seul site classé au patrimoine mondial du Gabon, en 2007 [CNPN 2006 b, ANPN 2013 a, Jedrusik & al. 2015].

De 1946 à 2002, les missions de la réserve de faune protégeaient les dimensions esthétique et historique « pour la postérité » des paysages, des grands mammifères, des écosystèmes menacés par l'exploitation forestière. En 2006, les missions du PNL visent la faune, la flore, les habitats, l'archéologie, les paysages, la géologie et introduisent les dimensions scientifique, récréative et touristique. En 2013, les missions du parc préservent l'intégrité écologique, excluent exploitation ou occupation, permettent les visites, notamment éducatives et spirituelles, respectent le milieu et, pour la première fois, la culture des villageois, dans « l'intérêt des générations actuelles et futures » [CNPN 2006 b, ANPN 2013 a,].

⁴ Catégorie IV : Aire de gestion des habitats/espèces pour la conservation avec intervention de gestion

⁵ Catégorie III : Monument naturel, préserve des éléments naturels spécifiques

⁶ Catégorie V : Paysage terrestre/marin protégé pour conserver les paysages à des fins récréatives

⁷ Catégorie VI : Zone de gestion de ressources protégées pour l'utilisation durable des écosystèmes

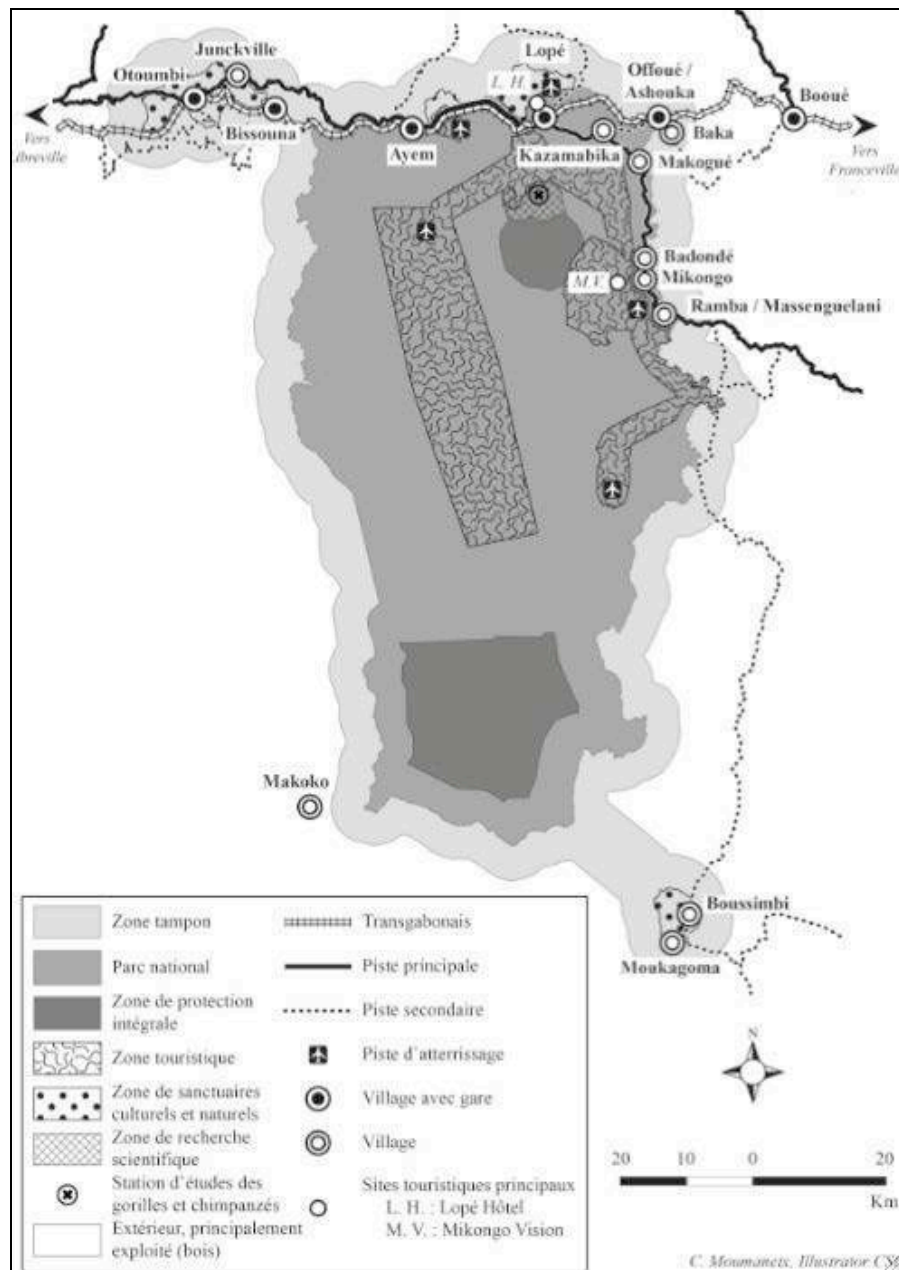


Figure 2 – Organisation territoriale du PNL

Source : CNPN 2006 b p. 10, 21, 45 et ANPN 2013 a p. 9, 16, 28

Le plan de gestion de 2006 divise le PNL en deux zones : l'espace parc et la zone tampon qui englobe les villages. Cette dernière, destinée aux activités touristiques et éducatives, devrait être cogérée par le PNL, les opérateurs touristiques, les villageois. Elle dépasse les 5 km de large pour englober deux zones de sanctuaires. Ces zones sont aussi destinées à la recherche scientifique. Les aménagements y sont interdits. À chaque village correspond une « zone aménagée à des fins d'utilisation multiple » (terroir) qui permet de perpétuer activités de subsistance et rites coutumiers. On en compte sept : 1 zone de développement urbain pour la Lopé, 1 fluviale pour le droit d'usage coutumier de la pêche et 5 pour l'usage des villageois (cf. figure 2) [CNPN 2006 b, ANPN 2013 a].

Dans l'espace parc, on distingue plusieurs zones. Une touristique où les activités doivent être compatibles avec la conservation. Deux de protection intégrale des patrimoines les plus riches. Toutes les pistes y sont fermées, les activités interdites, sauf la recherche scientifique, sur autorisation. Une zone de recherche, réservée aux chercheurs avec permis, le tourisme y est possible sur autorisation. Les sites sacrés, réservés aux pratiques rituelles, n'apparaissent ni sur les cartes, ni sur les documents du PNL. Les zones d'infrastructures lourdes sont des espaces où on autorise les constructions. On en compte quatre : 1 à la Lopé, 1 à Mikongo, 2 à l'emplacement d'exploitations forestières (cf. figure 2) [CNPN 2006 b, ANPN 2013 c].

Le CNPN énumère des règles. Le développement communautaire est limité à la zone tampon et à l'agriculture. L'accès aux sites archéologiques est réglementé. Les anciens villages doivent rester vides, il est interdit d'en créer d'autres. Pour les usages traditionnels, les villageois ont le droit de ramasser du bois mort et des produits forestiers non ligneux dans le PNL. Les droits coutumiers sont limités aux terroirs dans le respect du Code forestier, de la Loi sur les PN, du plan de gestion, d'éventuels contrats de gestion. Les droits coutumiers incluent pêche, chasse, abattage, capture d'animaux, agriculture, activités forestières, cueillette, collecte de minéraux ou de fossiles. L'exploitation forestière et minière, autorisée dans la zone tampon, est interdite dans le parc, contrairement à la prospection. La récolte de la flore est autorisée dans la zone tampon, pas dans le parc, sauf pour la recherche scientifique. Seule la pêche traditionnelle et sportive est autorisée dans le PNL, à condition d'utiliser ni produits toxiques ni explosifs. La chasse, en dehors des espèces intégralement protégées, est autorisée dans la zone tampon et proscrite dans le parc. Le tourisme est libre dans la zone tampon, réglementé et payant dans le parc. Les touristes, accompagnés d'un guide, doivent rester sur les pistes et sentiers, ne doivent pas approcher les animaux, allumer de feu, circuler de nuit. Le PNL décline toute responsabilité en cas d'accident, les opérateurs touristiques sont seuls responsables [CNPN 2006 b, Brainforest 2011].

Le plan de gestion de 2013 prévoit un budget de 11 millions d'euros sur 5 ans, soit 18 000 € par mois, toutes dépenses confondues. Les moyens étant

limités, on privilégie la surveillance du parc, la lutte antibraconnage, puis l'aménagement, le zonage, le développement touristique, la conservation/recherche, enfin l'implication des villageois. En 2013, sur 78 employés préconisés, il y en avait 20 : 1 conservateur, 1 comptable, 1 chargé de mission tourisme, 1 technicienne de surface, 5 agents à la brigade de faune, 11 écogardes. En principe, un écogarde, seul, devrait contrôler plus de 300 km². En réalité, la forêt-savane du Nord est plus surveillée que la forêt dense du Sud, de jour et par temps sec [ANPN 2013 a, Jedrusik & al. 2015]. Les moyens humains, financiers et techniques manquent au PNL.

2.2. Les villageois du PNL

La zone tampon compte quinze villages, au Nord, à l'Est et au Sud du PNL. Les villes les plus proches sont Ndjolé (6 500 hab.) à 108 km à l'Ouest de la Lopé et Booué (7 500 hab.) à 48 km au NE. De 1950 à 1990 la population des villages du parc a été multipliée par 3 suite aux emplois créés dans les exploitations forestières, l'administration et le chemin de fer. Depuis 1990, le déclin du marché mondial du bois divise par 4 l'activité forestière, augmente du chômage, l'exode rural. En 2003, les villages rassemblent 3 400 habitants, soit 227 par village, répartis de 15 à Badondé à 1 100 à la Lopé. En 2013, il ne reste que 2 500 habitants, soit 167 par village et 850 à La Lopé. Les villages risquent de disparaître car seuls les personnes âgées et les enfants y vivent encore. Pour attirer de nouveaux habitants, il faudrait plus de maisons, d'emploi, un collège-lycée, la transmission des techniques de subsistance. Les villageois restent attachés à leur village où les ancêtres sont enterrés [Angoué 2000, Kouély 2007, ANPN 2013 a, f, Adégo & Nzinga 2014].

La Lopé, née de la route, arrivée en 1967, du chemin de fer en 1986, s'est développée autour de la gare et a fini par englober Boléko, le village d'origine. La population a augmenté grâce aux entreprises du bois qui ont fourni aux villageois de quoi construire leur maison. Les logements ont l'eau, non potable, de l'Ogooué et l'électricité. La Lopé dispose d'une école, d'une pharmacie, d'un dispensaire, de plusieurs hôtels, restaurants, petits commerces. La pharmacie et le dispensaire manquent parfois de remèdes. Une urgence peut vite devenir vitale, compte tenu de la distance avec les villes [Adégo & Nzinga 2014, Jedrusik & al. 2015, Meunier & al. 2015].

Les moyens de locomotion sont défectueux : des roues de secours manquent, des moteurs lâchent, des carcasses rouillent et des pirogues pourrissent. En cas d'urgence, la solidarité et le système D se mettent en place : on réquisitionne ce qui est en état de marche, avec plusieurs véhicules on en répare un, on casse un œuf dans le circuit de refroidissement du moteur pour colmater une fissure, on économise vis et écrous sur les roues. En cas de crevaison, on marche.

Le système bancaire, peu développé au Gabon, l'absence de banque à la Lopé obligent les employeurs à aller à Libreville chercher les salaires. Les

valises de billets, surveillées, sont parfois dérobées. Cela entraîne des retards de salaire, d'où la solidarité des villageois et les crédits accordés par les boutiquiers. Une épargne collective solidaire locale s'organise, la « tontine ». À la Lopé, c'est une tontine financière et rotative qui regroupe des épargnants qui investissent en commun, s'engagent à verser par mois la même somme. Le total des investissements revient à tour de rôle aux souscripteurs. La tontine finance certaines dépenses : achat de congélateur, réparations, ouverture d'un commerce, frais de scolarité. C'est un arrangement financier informel, courant en Afrique, qui alimente parfois blanchiment d'argent, économie souterraine, vols, voire pire.

Les villageois vivent d'agriculture vivrière, d'élevage, de chasse, pêche, cueillette, petits commerces, production de vin (palme ou maïs), d'exploitation forestière. L'agriculture est itinérante sur brûlis avec jachère (plantation) et sur une parcelle proche de l'habitation (jardin, Photo. 1). Les villageois pêchent pour leur consommation ou la vente conclue à l'avance avec des clients, restaurateurs ou routiers. Des villageois travaillent dans l'éducation, la santé, l'hôtellerie-restauration, l'administration. Le Transgabonais, le PNL et WCS recrutent peu de locaux [CNP 2006 b, ANPN 2013 f, Adégo & Nzinga 2014, Meunier & al. 2015].

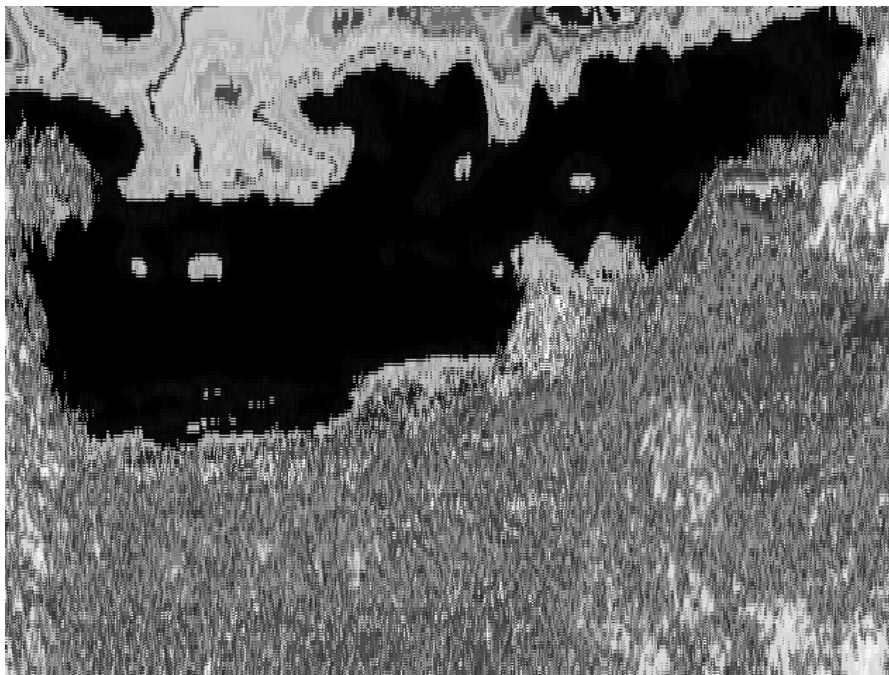


Figure 3 – Un jardin à la Lopé

Cliché de l'auteur, 2014

De 1954 à 1997, la réserve était exploitée pour son bois. Leroy-Gabon et la Nouvelle Société Gabonaise (NSG) ont financé des infrastructures dans la région : logements, écoles, magasins, terrains de sport, dispensaires, salles communes avec télévision. Les villageois, habitués à un système paternaliste, attendent la même chose de l'ANPN qui n'a ni les moyens, ni la mission d'une agence de développement. Elle prend à sa charge des campagnes de sensibilisation, de vaccination, de sécurité routière et fluviale. Elle souhaite éviter l'assistanat et espère que les villageois manifestent la volonté de s'assumer [Angoué 2000, Maisels & al. 2005, Didzambou, 2010, ANPN 2013 f].

Dans les années 1990, un quart des villageois est autochtone, trois quarts ouvriers allochtones. Ils ont recours à l'agriculture itinérante sur brûlis avec un impact différent. Pour les ouvriers, la forêt est une ressource économique à exploiter avec les moyens des chantiers forestiers pour défricher. La production est destinée à l'autoconsommation et à la vente. Une femme d'ouvrier cultive une parcelle de 0,8 ha autour du campement. Pour les autochtones, la forêt, demeure des ancêtres et réservoir de ressources, est un héritage à transmettre. La production n'est destinée qu'à l'autoconsommation. Ils utilisent les galeries forestières, les forêts secondaires, une longue jachère, à distance du village. Une autochtone, avec houe, machette et hache, exploite 0,3 ha. L'impact de l'agriculture pratiquée par les autochtones est moins important que celui des ouvriers. Depuis les années 1990, la superficie des plantations diminue au profit des jardins qui s'étendent jusqu'à 100 m des villages. Une femme qui cultivait deux champs par an, n'en cultive plus qu'un, en polyculture étagée. La jachère passe de 15 à 2 ou 3 ans, ce qui épuise les sols. La production étant moindre, les villageois doivent acheter de la nourriture [Joiris 1997, Angoué 2000, Kouély 2007].

La forêt, grande richesse des Gabonais, fournit aliments (lianes, feuilles, écorce...), engrais, teintures végétales. Le bois est utilisé pour la construction, le chauffage, les outils, les instruments de musique. L'amande de l'andok est la base de pain d'odika ou « chocolat » utilisé dans des plats traditionnels. Le nkumu, liane riche en protéines, est un met recherché. L'okoumé, « l'arbre roi », est utilisé pour le contreplaqué, la menuiserie, les pirogues, les torches « indigènes » et la pharmacopée traditionnelle. Le fromager, utile pour fabriquer des pirogues et des remèdes, est un arbre protecteur des tombes. Ses fruits fournissent une matière soyeuse (kapok), proche du coton, qui remplit coussins et matelas [Meunier & al. 2015]. Bien que la boîte de conserve ou le plastique s'imposent, les villageois ont un besoin « vital » d'accès aux ressources de la forêt.

3. Patrimonialisation, ressources et activités : entre conflits et arrangements

3.1. Patrimonialisation et activités villageoises

Les limites des terroirs de 2002, marquées en 2008 avec 58 bornes sur des arbres tous les 50 m, a donné lieu à une contestation des villageois. Les limites choisies ne respectaient pas le résultat des consultations, étant à moins d'1,5 km des villages, parfois à moins de 200 m. Makoghé était en dehors de son terroir à cause d'une erreur de coordonnées. Les villageois ont exprimé leur mécontentement au sujet de la pêche, leur association à la gestion du PNL, la création d'emplois, les projets communautaires, les questions d'eau, de santé, d'éducation et d'accessibilité mais aussi, de façon plus ciblée, la chasse (Ayem, la Lopé), l'agriculture (la Lopé), l'exploitation de la forêt, la gestion des bénéfices du tourisme (Kazamabika, Mikongo), l'accès aux sites sacrés dans le parc (Mikongo). En signe de protestation, les villageois de Kazamabika et Mikongo ont menacé d'entraver les activités touristiques sur leurs terroirs. Certaines revendications ne sont pas du ressort du PNL mais se comprennent car le Sous-Préfet du District de Mokéko, le directeur de WCS Gabon, faisaient parties des interlocuteurs des villageois. Aucune trace écrite n'ayant été conservée, une nouvelle consultation est menée de 2010 à 2012 pour trouver un accord, ajuster les limites des terroirs et leur surface, passée de 5 à 28 km² par village, a été multipliée par quatre à la Lopé, par 30 à Ayem. Mikongo a le terroir le plus étendu avec 59 km² au lieu de 9. Les terroirs occupaient 30 km² en 2002, 170 en 2010, c'est à dire 3,4% du PNL au lieu des 2 % prévus, ce que tolèrent les gestionnaires, les terroirs n'excédant pas 5 km de rayon autour des villages [Abitsi 2008, ANPN 2013 a, f].

La chasse ayant été interdite dans la réserve de la Lopé et dans les plantations de 1980 à 2000, la faune sauvage et ses ravages ont augmenté. En 2003, 280 plantations dévastées obligent les villageois à devenir dépendants des ressources de la ville, plus chères chez les boutiquiers. On trouve des stands éphémères de quelques produits, peu variés et chers. Selon la répartition, la taille, le nombre, l'alimentation des animaux, la saison, le calendrier agricole, les dégâts varient. Tous les champs sont concernés par éléphants et rongeurs ; une majorité par singes et potamochères ; une minorité par bovins et reptiles. L'éléphant et le buffle sont aussi dangereux pour les populations et les infrastructures [CNPN 2006 b, Kouély 2007, ANPN 2013 a, f, Adégo & Nzinga 2014, Site ANPN].

Les villageois utilisent différentes techniques pour limiter les attaques : épouvantails, pièges, clôtures, regroupement des champs perpendiculaires à la forêt, battues, chasse à l'arbalète ou au fusil. Bien que le potager de Lopé Hôtel soit entouré de hautes clôtures, en octobre 2015, un jardinier a tiré sur une éléphante qui y mangeait des mangues.

Elle a agonisé des heures car personne n'avait de balle pour l'achever jusqu'à ce que des villageois lui coupent la trompe et se partagent la viande. Le jardinier a eu un mois de prison. La présence humaine préconisée dans les champs est inadaptée au Gabon à cause de la dispersion des plantations et la faible densité humaine. Un grillage solide, des clôtures électrifiées, un système d'alarme et une gestion collective seraient plus efficaces mais nécessiteraient des moyens financiers et techniques qui manquent. Les compensations prévues par un décret de 2011 sont rares, mal gérées, mal réparties. L'ANPN propose de délocaliser les plantations, de mettre en place un système collectif d'assurance si les villageois respectent la surface et la localisation des champs. PNL et ONG incitent les villageois à se reconverter à l'écotourisme communautaire. Or, cela ne réglerait pas les problèmes de l'agriculture [Kouély 2007, ANPN 2013 a, f, Adégo & Nzinga 2014, Site ANPN].

L'éléphant dévaste les champs la nuit mais, protégé, il ne peut pas être chassé. Seuls l'abattage administratif, la légitime défense sont envisagés. Sur 400 plaintes par an, celles qui aboutissent obligent les victimes à employer un chasseur assermenté, à fournir fusils, munitions. La viande d'un éléphant, censée être donnée au village, est saisie, comme les trophées, par l'administration qui se les partage, au grand dam des villageois et chasseurs. D'autres solutions sont préconisées : balles en caoutchouc ou au piment, fumigènes. Ces derniers sont dangereux, ils diminuent la visibilité des hommes et des animaux. Les éléphants sont insensibles au piment, les balles en caoutchouc les rendent agressifs. Un projet expérimental de barrières électriques, inspiré du Kenya, va être lancé en 2016 [Adégo & Nzinga 2014, Site ANPN].

Depuis que la région de Lopé est une AP, les villageois peuvent moins chasser. La chasse est de plus en plus réglementée : grande chasse interdite en 1981, éléphant intégralement protégé en 1989, commerce d'ivoire et chasse dans les AP interdits en 1990, fixation des périodes d'ouverture de chasse en 1994, nouveau Code forestier en 2001. 40 espèces sont intégralement protégées : chimpanzé, mandrill, gorille, buffle, éléphant en font partie. 13 sont partiellement protégées dont le guib harnaché, le potamochère. Des affiches illustrées montrent ces espèces à la population analphabète. Chasse et braconnage, sources de revenu nécessaires aux villageois, subsistent. Le PNL confisque le gibier aux chasseurs, soupçonnés à tort de braconner dans le parc. L'ANPN, consciente de ces abus de pouvoir, va mettre en place Règlement Intérieur et code de déontologie [Joiris 1997, ANPN 2013 f, Coad & al. 2013, Adégo & Nzinga 2014].

Pour chasser, il faut un permis, une arme déclarée et assurée, respecter les périodes d'ouverture. La chasse de nuit est interdite, tout comme les pièges et collets métalliques. Elle se fait à 90 % avec des pièges (120 pièges par chasseur en moyenne) et à 10 % avec des collets, techniques qui ne « choisissent » pas les victimes, protégées ou non. Exercée dans un rayon de 1 à 4 km, la chasse

s'étend désormais à 12 km des villages. Son importance varie selon l'emploi des hommes, la taille de la famille. 50 % des prises, athérures et céphalophes majoritairement, sont vendus. L'arrivée d'armes à feu permet de chasser des animaux plus gros et nombreux. À partir de 2000, l'agriculture remplace la chasse. En 2010, dans deux villages au SE du PNL, l'agriculture est l'activité principale de 80 % des femmes, 70 % des hommes, contre 15 % pour la chasse. Les villageois achètent viande et poisson [Coad & al. 2013].

Des traces de braconnage subsistent dans les galeries forestières et salines : campements, coups de machette, empreintes, cartouches, fil de fer. L'éléphant est braconné pour l'ivoire, la panthère pour sa peau, ses crocs. Un mandrill se vend de 75 à 100 €. Armes, animaux, viande, peaux, trophées sont saisis. Le braconnage se concentre au Nord (Ayem, Otuombi), à l'Est (Mikongo, anciennes exploitations forestières), au Sud, de façon plus diffuse. Ces zones se situent de 10 à 40 km d'un village, d'une route ou d'une piste. Les braconniers viennent des villes, de pays voisins, des villageois leur servant de pisteurs. La viande de brousse, évacuée par le fleuve, le train ou la route, est vendue sur les grands axes et dans les grandes villes. Le long des routes, on trouve du petit gibier à vendre [Maisels & al. 2005, ANPN 2013 e, f, Adégo & Nzinga 2014].

Depuis 1990, on a mené en vain de nombreux projets pour reconvertir les chasseurs-pisteurs. Les activités alternatives sont considérées comme diversification et non reconversion puisqu'il est courant d'avoir plusieurs emplois. Elles étaient inadaptées, difficiles à mettre en œuvre, car elles n'avaient ni caractère obligatoire, ni suivi. L'ANPN souhaite que des emplois soient créés mais devant ces échecs, ce n'est plus une priorité et le braconnage perdure. L'ANPN prévoit des mesures de surveillance, répression, le recrutement de 34 écogardes, la construction de postes de surveillance, 3 permanents, dont 1 à Ayem, et 3 semi-permanents, dont 1 à Otuombi. Des patrouilles circuleront 1 fois par semaine dans les gares, le long du chemin de fer, 15 jours à pied, 10 jours en voiture, 5 fois en pirogue par mois, 1 fois par trimestre en avion. Le PNL devrait acquérir véhicules, pirogues, matériel de camping, de communication mais il manque de moyens. L'ANPN compte sur des informateurs et des écogardes dont salaire et avancement sont liés aux saisies, procès-verbaux, délai de transmission et nombre de condamnations. Ce système incite à la délation, à un excès de zèle, reproché par les villageois. Il est difficile pour des locaux employés de réprimer des voisins. L'ANPN tolère que 80 % de la réglementation soient respectés pour la chasse, la pêche de subsistance, abordées au même titre que le braconnage. Cela témoigne de la difficulté d'appliquer les règles, de la tolérance dans le PNL [Maisels & al. 2005, CNPN 2006 b, ANPN 2013 e, f, Adégo & Nzinga 2014].

Des sanctions sont prévues par le Code forestier de 2001 et par la Loi sur les PN de 2007, sources de confusion pour les villageois. Selon le cas, le Code forestier prévoit de 5 jours à 6 mois de prison ou 15 à 15 300 € d'amende, la Loi sur les PN prévoit de 1 mois à 10 ans de prison ou 30 à 153 000 €

d'amende. Ces sanctions paraissent dérisoires car une paire de défenses pèse 10 à 60 kg et l'ivoire se vend 800 €/kg [Brainforest 2011, UNODC 2016, Site Traffic].

La situation des éléphants en Afrique centrale est critique. La RDC a vu sa population divisée par 8 en 20 ans. Avec 13 % des forêts du bassin du Congo, le Gabon détient plus de 50 % des éléphants. Dans le PN de Minkébé, des braconniers en ont tué 11 000 en 8 ans, soit 3 ou 4 par jour. L'espèce risque de disparaître d'ici peu. En 2012, à Libreville, le gouvernement a brûlé symboliquement 5000 kg d'ivoire [Site Traffic].

Les tensions reposent sur l'incompréhension mutuelle entre les scientifiques du PNL, de WCS et les villageois. Pour les premiers, le parc est un espace dédié à la science, au tourisme, à la découverte, les animaux doivent être respectés, protégés pour leur valeur scientifique et touristique. Pour les seconds, la forêt est un lieu de vie, riche en ressources, les animaux ont une valeur alimentaire, économique et symbolique. Pour les villageois, il existe animaux comestibles, non comestibles et ceux qu'on ne peut manger à cause de leur valeur symbolique. Pour les scientifiques, il y a les animaux protégés, non protégés et nuisibles. Les trois quarts des animaux qui dévastent les champs sont à la fois intégralement ou partiellement protégés mais braconnés. Les villageois ne comprennent pas que l'on protège des animaux au détriment de leur survie. Mais les lois sont aux mains des scientifiques qui refusent la viande de brousse et préfèrent la viande domestique ou le poisson, à défaut, les boîtes de conserve. Les animaux sont plus sur la défensive avec les villageois qui les chassent, moins craintifs et moins agressifs avec les scientifiques qui ont du mal à comprendre les plaintes des villageois [Joiris 1997, ANPN 2013 f].

3.2. Patrimonialisation et tourisme

Les discours officiels annoncent 5000 visiteurs en 2017, 10 000 en 2022 et 50 000 plus tard dans le PNL, mais il n'y a eu que 800 entrées en 2015 [ANPN 2013 a, Adégo & Nzinga 2014]. Pourquoi ?

À La Lopé, il y a 3 hôtels, des cases de passage, restaurants, bars, épiceries, boulangeries. Une nuit coûte 15 € dans une case « ventilée » avec douche au seau d'eau froide, plus exposée aux risques sanitaires, et 250 € à Lopé Hôtel dans une suite climatisée avec douche, eau chaude, télévision câblée et piscine. Un repas préparé par les « mamans » du village coûte quelques euros pour des brochettes ou grillades avec beignets de banane, manioc ou riz, et 35 € pour un repas à Lopé Hôtel. Des excursions sont organisées pour 15 à 55 € par personne selon l'âge, les activités et la durée : découverte de gravures rupestres, de l'écomusée, ascension du Mont Brazza, marche en forêt, safari (cf. figure 4). En 2012, 65 % des visiteurs ont vu des animaux. Accompagnés par un écouide, ils découvrent le milieu : nids de chimpanzés, termitière, fruits et feuilles mangés par des animaux, empreintes, salines, kapok du

fromager, résine d'okoumé, pharmacopée traditionnelle, « conversation » avec des singes [CNPN 2006 b, ANPN 2013 a, Adégo & Nzinga 2014, Jedrusik & al. 2015, Sites Lopé Hôtel et Mikongo Vision].



Figure 4 – Buffles dans le PNL

Cliché de l'auteur, 2015

La consultation des réseaux sociaux permet d'avoir 21 avis, non exhaustifs, souvent négatifs, de clients de Lopé Hôtel de 2011 à 2016. Tous s'accordent sur les tarifs excessifs. Les menus européens, limités, sont incomplets faute d'approvisionnement, certains clients n'ont pas pu manger car les frigos étaient vides. La quantité et la qualité sont inégales. À 35 min. à pied du village, l'isolement de l'hôtel assure calme et belle vue sur le Mont Brazza et l'Ogooué (Photo. 3), mais les clients s'y sentent « coincés ». Une navette payante pour le village est possible quand le véhicule de l'hôtel est disponible. Les employés, avenants, manquent de professionnalisme. Ils ne parlent pas anglais, n'avertissent pas des coupures quotidiennes d'eau et d'électricité, manquent de précisions sur les prestations supplémentaires, ne respectent pas les horaires, font des erreurs dans les réservations, commandes, factures. Selon un client, le gérant serait déplaisant. L'hôtel manque d'entretien : chauffe-eau, climatisation, électricité, éclairage déficients, serviettes usées, absence de papier toilette, piscine en mauvais état. Pour les activités, le départ à 7h30 est

jugé trop tardif car le jour se lève à 6h, il est souvent retardé, la vision animale est décevante. Des sorties sont annulées, sans préavis, faute de carburant. La sécurité laisse à désirer, le véhicule de safari n'a pas toujours de roue de secours, le personnel ne dispose pas de radio. Le guidage est inégal, certaines explications sont parfois contradictoires. Les VTT, annoncés, ont disparu. Depuis 2015, on note une amélioration avec l'arrivée d'un nouveau chef qui propose des menus gabonais, le recrutement d'un écouide, des projets de rénovations, l'achat de matériel [Jedrusik & al. 2015, Site Tripadvisor].

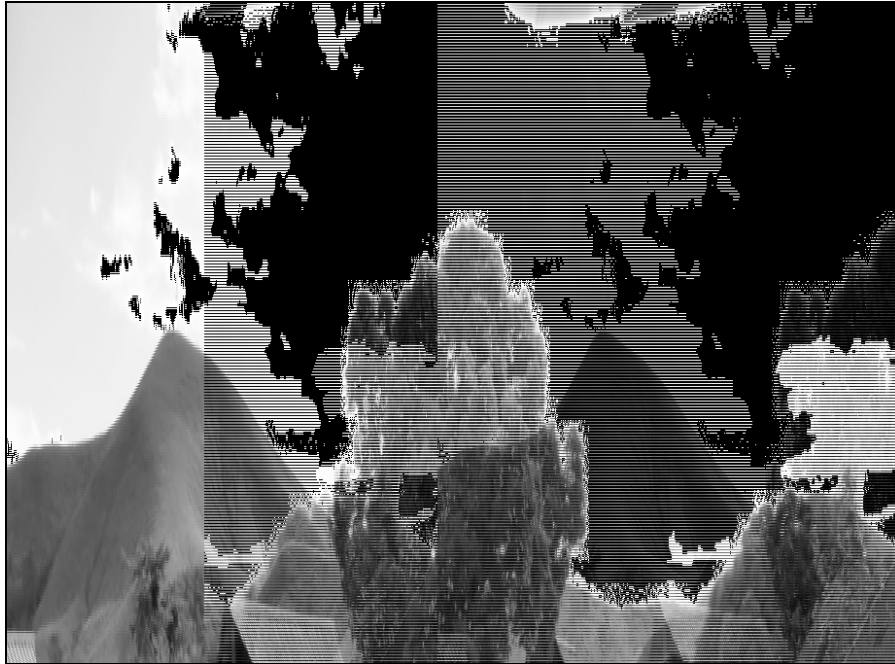


Figure 5 – Vue de Lopé Hôtel sur le mont Brazza et l'Ogooué
Cliché de l'auteur, 2015

Dans le contexte de ralentissement économique, l'ANPN souhaite la création d'emplois dans les PN. Les villageois, connaissant leur environnement, pourraient participer à la surveillance du territoire et des ressources, mais le manque d'éducation, de connaissances techniques, de mobilité et l'analphabétisme limitent le recrutement. En 2013, les hôtels emploient 12 villageois, WCS et la SEGC 9, le PNL 7, le guidage 5 et la brigade de faune 1, soit 1,4 % des villageois, deux fois moins qu'au début des années 2000. Cette tendance pourrait s'inverser si les entreprises locales recrutaient davantage, si des travaux publics étaient lancés, comme le bitumage de la RN 3. Son nouveau tracé pour éviter le PNL est en discussion, il

diminuerait le nombre de routiers. Ce serait un manque à gagner pour les villageois mais une satisfaction pour l'ANPN, le parc serait plus accessible sans être menacé, le tourisme augmenterait, ainsi que l'emploi, la population rurale et le niveau d'équipement. L'ANPN s'inquiète pourtant de l'impact des travaux, de la hausse de fréquentation, de la gestion des déchets. Bien que 15 ans de formation n'aient donné que 5 guides et 2 écovguides à la Lopé, l'ANPN propose d'en financer d'autres. En 2014, l'ANPN et WCS ont monté une formation d'écoguides⁸ de 9 mois. Sur 50 places offertes, 15 candidats, dont 3 femmes, sont sélectionnés. Un seul venait de la Lopé. Le taux d'insertion est faible, 4 ou 5 écovguides ont trouvé du travail, 2 à temps plein à la Lopé. Les besoins sont réels, les candidats rares, peu motivés, mal rémunérés, mal gérés, victimes de conflits internes. L'ANPN espère que la reconversion des agriculteurs-chasseurs apporte du personnel aux hôtels. La recette des entrées dans le PNL serait destinée aux villageois. Les 5 000 visiteurs et les 37 500 € de recettes espérés en 2017 ne représentent que 15 € par an et par habitant. Le tourisme s'avère peu rentable [Boissière & Doumenge 2008, ANPN 2013 a, e, d, f, Adégo & Nzinga 2014, Joiris & al. 2014].

Dans chaque parc un Comité Consultatif de Gestion Locale (CCGL) doit être créé pour assurer une gouvernance mixte. La participation au CCGL est bénévole mais les villageois souhaiteraient être rémunérés car ils ne peuvent avancer les frais de transport, restauration, hébergement. En 2015, le CCGL du PNL n'existe pas. L'ANPN envisage de réunir le CCGL deux fois par an, de publier un trimestriel, de visiter villages, écoles, d'organiser une colonie de vacances. Le manque de moyens freine ces projets. Les CCGL devraient tenir compte des groupes existants comme la chefferie et les notables. Des projets plus souples, modestes et durables nécessiteraient association, formation et organisation des villageois. La démocratie locale et le développement participatif sont limités par le poids de la colonisation et d'une société fondée sur la parenté. Le développement est plus individuel, familial que communautaire. L'exclusion de certains groupes, la confiscation de terres s'apparentent à du néocolonialisme, à l'initiative d'expatriés, les « blancs manioc ». Les politiques de développement participatif ignorent les expériences passées. La faiblesse institutionnelle, les intérêts particuliers, la manipulation des villageois, l'autoritarisme de l'État empêchent l'émergence de projets viables. La population étant peu impliquée dans la co-gestion, une élite accapare ressources, pouvoir, ignore les droits coutumiers. Davantage de démocratie, de liberté d'expression, de communication, de compréhension, de transparence, moins de clientélisme et de corruption seraient souhaitables [Boissière & Doumenge 2008, ANPN 2013 a, e, d, f, Adégo & Nzinga 2014, Joiris & al. 2014, Doumenge & al. 2015].

⁸ Financée par l'UE, le Service américain de la faune sauvage (USFWS) et le Réseau d'Aires Protégées d'Afrique Centrale (RAPAC) et la Fondation BGFI-Bank

Pour diversifier l'offre touristique et perpétuer les savoirs coutumiers, l'ANPN propose des pistes : randonnée en pirogue, visite des villages, artisanat, folklore, contes et ethnobotanique. Des projets d'écotourisme privilégient le tourisme haut de gamme, ce qui pénalise les initiatives communautaires. Les entreprises privées qui gèrent ces projets ne recrutent pas localement, sauf pour des postes peu qualifiés. Le programme de développement touristique de 2013 annonce l'arrivée prochaine de deux chaînes de luxe : Aman Resort qui devrait ouvrir 1 hôtel de 30 suites avec Spa et *Sustainable Forestry Management Africa* (SFM Africa) 1 lodge, 8 villas et 1 Spa. Ces structures pourraient attirer 6 500 touristes par an et générer un profit de 9 millions d'euros. Le PNL envisage un nouveau centre d'accueil avec un guichet pour contrôler les entrées, des bureaux, un musée, une boutique, la rénovation des pistes pour diversifier les circuits, de la gare de la Lopé en y ajoutant sanitaires, salle d'attente, restaurant, café. L'écomusée, unique au Gabon, est peu entretenu, souvent fermé, sans sanitaires ni boutique. Il devrait être rénové aussi. Le PNL annonce la construction d'un collège, d'une station-service et divers aménagements [Boissière & Doumenge 2008, ANPN 2013 d, f, Jedrusik & al. 2015]. Rien n'a abouti à ce jour.

Le plan de gestion du PNL de 2013 évoque des associations villageoises qui conservent, valorisent les ressources naturelles par des activités génératrices de revenus, à faible impact sur l'environnement. Elles se différencient des structures sociales traditionnelles, fondées sur deux systèmes parallèles : les autorités officielles et coutumières. Mikongo Vision est une association créée en 2009. Le Centre de Mikongo, financé par l'UE, est construit en 1999, à 45 km de la Lopé. Ce Centre assure conservation, habituation de gorilles, écotourisme et recrute pisteurs et guides villageois. Les revenus sont destinés au futur PN et aux villageois. En 2009, la *Zoological Society of London* (ZSL), qui gère le site depuis 2005, annonce son départ et la fermeture du Centre pour des raisons économiques car le site n'a attiré que 200 touristes par an. Un employé propose de créer une association, Mikongo Vision, pour poursuivre les activités. Après le départ de ZSL, des membres quittent l'association, faute de revenus. Aujourd'hui, elle repose principalement sur quelques guides de l'ancien Centre et fonctionne avec peu de moyens : aucun véhicule, peu de personnel, camp sans eau ni électricité. À la Lopé, elle propose les mêmes activités que Lopé Hôtel, plus du bivouac en forêt. Au Centre s'ajoutent le pistage, la découverte du manioc (plantations, préparation), la visite du village pygmée de Ramba. Cela apporte des revenus aux villageois qui transmettent leurs connaissances mais la fréquentation restant faible, l'association ne peut acquérir le Centre. Quand il y a des clients, les anciens membres réclament une part des profits, ce qui envenime les relations entre villageois et membres de l'association. Pour améliorer le tourisme de vision, l'ANPN souhaite initier l'habituation de petits primates et s'impliquer dans celle des grands singes du Centre de Mikongo [ANPN 2013 a, b, d, f, Site Mikongo Vision].

Le PNL propose d'utiliser la recherche scientifique pour le tourisme. En 2007, pour diversifier l'offre touristique, un projet pilote autour de mandrills équipés de colliers émetteurs est mis en place à Kazamabika qui concentre les plus grandes hordes au monde. Un protocole d'entente a été signé entre PNL, WCS et villageois. Ces derniers devaient monter une troupe de danse folklorique, ne plus braconner, informer le PNL de la présence de chasseurs non locaux, fournir des guides. En échange, le PNL surveille le terroir, fait de la sensibilisation, reverse une partie des recettes au village. WCS fait la promotion des spectacles, transporte les touristes de la Lopé à Kazamabika, fournit une aide technique, logistique. Cette activité a eu du succès en 2007-2008 avec 480 touristes, riches étrangers, 172 excursions, 90 % de taux de vision, 18 250 € de recettes. Des limites ont été identifiées : aucune boutique de souvenirs, guides non anglophones, peu formés, tarif de 38 € par personne trop élevé pour les locaux, pas assez pour pérenniser l'activité. La durée de vie des colliers étant de deux ans, ils n'ont pu être renouvelés et les mandrills, très mobiles, n'étant plus localisables, l'activité a cessé. L'ANPN souhaite la relancer avec l'installation d'affûts pour augmenter le taux de vision. Elle souhaite expérimenter le suivi des potamochères avec des colliers, étudier le potentiel touristique de la rivière Lélédi et de ses crocodiles, réintroduire l'hippopotame [Abitsi 2009, ANPN 2013 b, d, f].

Conclusion

Le bilan du développement touristique dans le PNL est mitigé. Des atouts existent : riche biodiversité, patrimoine archéologique exceptionnel, pression touristique limitée. Des faiblesses, entretenues par un manque d'accessibilité, de concurrence, d'investissements, perdurent : risques sanitaires, clientélisme, guides mal formés, monopole de Lopé Hôtel, non adhésion des villageois au parc, manque de promotion à l'étranger, contrairement à d'autres destinations en Afrique. Des potentiels existent : présence d'ONG, de chercheurs internationaux, valorisation de leurs recherches, accroissement du tourisme de nature. Des menaces pèsent : politique environnementale inefficace, plans de gestion irréalistes, pressions sur l'environnement. Il faudrait davantage exploiter atouts et potentiels, limiter faiblesses et menaces pour enfin valoriser ce magnifique parc et les précieux savoirs de ses habitants [Jedrusik & al. 2015].

La relation entre villageois et gestionnaires, tendue à l'époque de la réserve, s'est apaisée à la création du PN car les terroirs furent reconnus et la chasse autorisée, bien que réglementée, dans la zone tampon. Elle s'est à nouveau dégradée à cause des conflits et promesses non tenues. Les politiques de conservation ignorent les villageois. Les discours officiels de réduction de la pauvreté et de développement durable restent sans effet. La captation des ressources par une élite, accélère leur exploitation illégale. Les activités des villageois sont présentées comme néfastes. Les villageois, indissociables de

l'environnement, se méfient et résistent, car les politiques de conservation émanent de l'extérieur (ONG, personnalités étrangères), sont descendantes (*top-to-bottom*), ce qu'ils vivent comme une confiscation des ressources. Rares sont les villages qui ont des représentants locaux, seul l'État y est représenté. La place des villageois est ambiguë car responsables et de la destruction et du maintien de la biodiversité. Quelle place leur laisser dans les parcs ? [Joiris 1997, Boissière & Doumenge 2008, ANPN 2013 f]

La mise en tourisme par la création des PN en 2002 est en réalité une transformation de statut des AP préexistantes en PN « à la gabonaise ». La politique de développement et de réduction de la pauvreté est encore loin de l'émergence. Les projets sont nombreux et prometteurs mais les moyens manquent pour les concrétiser. Les populations locales sont davantage reconnues grâce aux récentes délimitations de leurs terroirs et au respect des droits coutumiers. Mais leur participation dans la co-gestion des PN n'est pas encore effective. Leur avenir reste incertain à cause de la persistance des conflits hommes/faune qui menacent leur subsistance et entretiennent le braconnage, les échecs de l'écotourisme qui ne décolle pas et des divergences quant aux représentations de la nature. La patrimonialisation a eu le mérite de clarifier les limites des terroirs, les usages des ressources mais n'a pas encore répondu aux préoccupations des villageois quant aux ravages de leurs cultures, aux retombées économiques du tourisme et à la création d'emplois. La mise en tourisme a donc bouleversé les activités traditionnelles sans créer d'alternatives économiques durables. Les arrangements témoignent des insuffisances de la situation : on tolère la vente de viande de brousse, le respect de 80 % seulement des réglementations, la non surveillance du PNL la nuit, la désertion des villages. Les ressources, naturelles comme culturelles, sont pourtant riches.

Le Gabon devrait davantage tirer parti de ses atouts et potentiels, éliminer le clientélisme et la corruption, développer son réseau de communication, désenclaver son arrière-pays, développer les formations professionnelles et promouvoir ces parcs à l'étranger. L'émergence n'est peut-être pas si loin.

Références bibliographiques

- ABITSI, G. (2008) – *Délimitation des zones aménagées du parc national de la Lopé : enjeux et défis. Rapport final*, Libreville, WCS, 30 p.
- ABITSI, G. (2009) – *Concrétisation d'un modèle innovant d'écotourisme : les excursions mandrills (Mandrillus Sphinx) au parc national de la Lopé Gabon. Rapport final*, Libreville, WCS, 24 p.
- AGENCE NATIONALE DES PARCS NATIONAUX (ANPN) (2013 a) – *Plan de gestion du parc national de la Lopé 2013-2017*, Libreville, ANPN, 75 p.
- AGENCE NATIONALE DES PARCS NATIONAUX (ANPN) (2013 b) – *Programme « Conservation-Recherche » du parc national de la Lopé*, Libreville, ANPN, 75 p.

- AGENCE NATIONALE DES PARCS NATIONAUX (ANPN) (2013 c) – *Programme d'« Aménagement et de zonage » du parc national de la Lopé*, Libreville, ANPN, 41 p.
- AGENCE NATIONALE DES PARCS NATIONAUX (ANPN) (2013 d) – *Programme de « Développement touristique » du parc national de la Lopé*, Libreville, ANPN, 41 p.
- AGENCE NATIONALE DES PARCS NATIONAUX (ANPN) (2013 e) – *Programme de « Surveillance et Lutte Anti-Braconnage » du parc national de la Lopé*, Libreville, ANPN, 34 p.
- AGENCE NATIONALE DES PARCS NATIONAUX (ANPN) (2013 f) – *Programme d'« Implication des communautés locales et d'éducation à l'environnement » du parc national de la Lopé*, Libreville, ANPN, 69 p.
- ANGO, S., ESSABE, G. C. & KIALO, P. (2011) – *Parcs nationaux et diplomatie environnementale au Gabon*, Paris, L'Harmattan, 118 p.
- ANGOUÉ, C.-A. (2000) – « Une gestion du milieu selon les rapports historiques et économiques de l'homme à la terre dans la réserve de faune de la Lopé (Gabon) », in S. Bahuchet, D. Bley, H. Pagezy, N. Vernazza-Licht, *L'homme et la forêt tropicale*, Châteauneuf de Grasse, Editions de Bergier, pp. 477-485
- BOISSIÈRE, M. & DOUMENGE, C. (2008) – « Entre marginalisation et démagogie : quelle place reste-t-il pour les communautés locales dans les aires protégées ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 244, pp. 459-488 [En Ligne : <https://com.revues.org/5476>]
- BRAINFOREST (2011) – *Guide simple. Ce que la loi prévoit pour les communautés locales dans la gestion des forêts au Gabon*, Libreville, Brainforest, 40 p.
- COAD, L., SCHLEICHER, J., MILNER-GULLAND, E. J., MARTHEWS, T. R., STARKEY, M., MANICA, A., BALMFORD, A., NBOMBÉ, W., DIOP BINENI, T. R. & ABERNETHY, K., A. (2013) – « Social and Ecological Change over a Decade in a Village Hunting System, Central Gabon », *Conservation Biology*, vol. 27, n°2, pp. 270-280
- CONSEIL NATIONAL DES PARCS NATIONAUX DU GABON (CNPN) (2006 a) – *Plan cadre de gestion du réseau des parcs nationaux (2006-2020)*, Libreville, ANPN, 48 p.
- CONSEIL NATIONAL DES PARCS NATIONAUX DU GABON (CNPN) (2006 b) – *Plan de gestion du parc national de la Lopé 2006-2011*, Libreville, ANPN, 70 p.
- CURRAN, B., WILKIE, D. & TSHOMBE, R. (2000) – « Données socio-économiques et leur utilité pour la gestion des aires protégées », in L. White & A. Edwards, *Conservation en forêt pluviale africaine. Méthodes de recherche*, New York, WCS, pp. 327-350
- DIDZAMBOU, R. (2010) – « Entreprises françaises au Gabon et développement économique et social 1960-2010 », *Outre-mers*, vol. 97, n°368-369, pp. 195-216
- DOUMENGE, C., PALLA, F., SCHOLTE, P., HIOL HIOL, F. & LARZILLIERE, A. (2015) – *Aires protégées d'Afrique centrale. État 2015*, Kinshasa, Yaoundé, OFAC, 256 p.
- JEDRUSIK, M., LISOWSKI, A., MOUKETOU-TARAZEWICZ, D., ROPIVIA, M.-L. & ZAGAJEWSKI, B. (2015) – « Touristic development of the La Lopé National Park (Gabon) in light of the SWOT analysis », *Miscellanea Geographica*, vol. 19, n°3, pp. 5-13
- JOIRIS, D. V. (1997) – « La nature des uns et la nature des autres. Mythe et réalité du monde rural face aux aires protégées d'Afrique centrale », *Civilisations*, vol. 44 [En Ligne : <https://civilisations.revues.org/1613>]
- JOIRIS, D. V., LOGO, P. B. & AGEKA, S. C. (2014) – « La gestion participative des forêts en Afrique centrale », *Revue d'ethnoécologie*, vol. 6, [En ligne : <http://ethnoecologie.revues.org/1960>]
- KOUÉLY, D. (2007) – *Contribution à l'étude de la perception des communautés rurales sur la cohabitation homme / faune sauvage. Cas de la périphérie du parc national de la Lopé au Gabon*, mémoire de master, sous la dir. de LAPEYRONIE, P., SupAgro Montpellier, 49 p.

- MALOBA MAKANGA, J. D. (2011) – « Mosaïque forêt-savane et exploitation des ressources forestières du Gabon », *Geo-Eco-Trop*, vol. 53, pp. 41-50
- MAISELS, F., BECHEM, M. & MIHINDOU, Y. (2005) – *Large Mammals and Human Impact Summary 2004-2005*, Libreville, WCS, 19 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE, DES EAUX, DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE (MÉFEP), WORLD RESOURCES INSTITUTE (WRI) (2009) – *Atlas forestier interactif du Gabon*, Libreville, MÉFEP, 56 p.
- MEUNIER, Q., MOUMBOGOU, C. & DOUCET, J.-L. (2015) – *Les arbres utiles du Gabon*, Liège, Les Presses Agronomiques de Gembloux, 340 p.
- PEYROT, B. (2006) – « Le Transgabonais, vecteur économique stratégique du développement du Gabon », in J.-L. Chaléard, C. Chanson-Jabeur et C. Béranger, *Le chemin de fer en Afrique*, Paris, Karthala, pp. 307-322.
- POURTIER, R. (1989) – *Le Gabon. Espace, histoire, société, État et développement*, Paris, L'Harmattan, 249 p.
- UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME (UNODC) (2016) – *World Wildlife Crime Report. Trafficking in protected species*, Vienne, United Nations Publication, 97 p.

Personnes ressources

- ANPN : Aristide Kassangoye, Chef de service chargé du tourisme, Richard Oslisly, Géo-archéologue
- CEDAMM / WCS : Elise Mazeyrac, Constant Avando, Lin Moukala, Gabin Nzamba
- Lopé : Cynthia, Gisèle, Adèle, Annie, Mabel, Jean-Charles, Francis, Adelbert, Zoé, Alain, Vincent, Janvier...
- Mikongo Vision : Ghislain Ngonga Ndjibadi
- PNL : Benoît Nziengui, conservateur, Eddy Hans Mounanga Pango, chargé de mission tourisme, Germain Mindoundou, Donald Ndongo, Sidoine Bebegoye, écogardes
- ADÉGO, J.-C., dit « Soussi », juge coutumier, NZINGA, F., notable, (2014) – Entretien, Lopé, 3 août, durée : 57 minutes

Sites web

- Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) : www.parcsgabon.org
- Complexe Educatif du Docteur Alphonse Mackanga Missandzou (CEDAMM) : cedamm.wordpress.com/
- École de Terrain en Écologie Tropicale (ECOTROP) : www.ecotrop.com
- Gabon Vert : www.gabon-vert.com
- Lopé Hôtel : www.lopehotel.com
- Mikongo Vision : www.mikongo-vision.info
- Traffic : www.traffic.org
- Tripadvisor : www.tripadvisor.fr/Hotel_Review-g488097-d2230073-Reviews-Lope_Hotel-Lope_Wildlife_Reserve_Ogooue_Ivindo_Province.html
- WCS Gabon (Wildlife Conservation Society): www.programs.wcs.org/gabon/